

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	57	23

N° de la séance : 87

Objet de la délibération : Direction
Mobilité Déplacements Transports -
Forfait Post Stationnement - Conventions
de reversement des recettes issues des
FPS - Exercice 2021

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.158

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 9 JUIL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Vu, la mise en place de la réforme de la dépenalisation et de décentralisation du stationnement payant prévue aux articles 63 et 67 de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu, l'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT ;

Vu les délibérations n°2591/17 du 29 septembre 2017 ainsi que n°1320/18 et n°1321/18 du 18 mai 2018 et la décision n°1165/20 en date du 18 mai 2020 de la Commune d’Antibes relatives au stationnement payant sur les voies et parcs publics ;

Vu la délibération n°DE-17-12-0008 de la Commune de Vallauris du 6 décembre 2017 relative à la réforme du stationnement payant sur voirie ;

Vu la délibération n°DEL-2018 CM 01/002 de la Commune de Villeneuve-Loubet du 18 janvier 2018 relative à la réforme du stationnement payant estival ;

Vu la délibération n°31.07.2017_0061 de la Commune de Saint Paul de Vence du 31 juillet 2017 relative à la dépenalisation du stationnement payant ;

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. énonce en son alinéa 4 que : *« la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire ».*

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, les Communes d’Antibes, de Vallauris, de Saint Paul de Vence et de Villeneuve-Loubet ont institué, au 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur leurs territoires.

La C.A.S.A. est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire mais n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Ainsi, conformément aux dispositions précitées, un projet de convention, joint à la présente, doit fixer le principe et, le cas échéant, précise les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par les Communes concernées pour l'exercice 2021.

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul des Communes ayant institué le FPS à la C.A.S.A. pour l'exercice 2021.

Dans ce même cadre, les quatre communes ont prévu de délibérer dans les mêmes termes que la C.A.S.A, en vue de la signature de ladite convention entre la C.A.S.A et chacune des communes concernées.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2021 avec les communes concernées, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2021 avec les communes concernées, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2021 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE D'ANTIBES

Entre,

La Commune d'Antibes, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à cet effet par la délibération n°du Conseil municipal en date du.....,

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n°en date du 5 juillet 2021,

Ci-après désignée ci-après «la C.A.S.A. »

D'autre part.

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A. est, quant à elle, compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3 : Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

- a) Les coûts de mise en œuvre des FPS :

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulte faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2021, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS :

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2021 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A. au titre du FPS 2021, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4 : Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A. pour l'exercice 2021. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2021.

Article 5 : Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2021. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne,
Le

**Pour la Commune d'Antibes,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à la Mobilité et
aux Transports**

Jean LEONETTI

Thierry OCCELLI

COMMUNE : ANTIBES

PREVISION 2021

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Coût global	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis)*	15	16593	1	248 895,00 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - Agents ASVP		470 313,17 €	75,00%	352 734,88 €
						Frais de personnel (Encadrement)		48 318,12 €	35,00%	16 911,34 €
FPS (abandonnés)	15	1 930,00	1	-28 950,00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels		82 650,00 €	100,00%	82 650,00 €
						Frais de personnels (Encadrement)		19 667,00 €	30,00%	5 900,10 €
						Frais postaux (ANTAI) : FPS		23 670,00 €	100,00%	23 670,00 €
						Frais postaux (ANTAI) : RAPO				
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV) (4ème année d'amortissement)		14 452,00 €	20,00%	2 890,40 €
						Contrat de maintenance				0,00 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)				0,00 €
						Frais de paramétrage gestion FPS				0,00 €
TOT. RECETTES				219 945,00	TOT. DEPENSES					484 756,72
REVERSEMENT				-264 811,72	Nota : Attention tableau établi avec des données prévisionnelles assises sur l'année 2020					



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2021 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE VALLAURIS-GOLFE JUAN

Entre

La Commune de Vallauris-Golfe Juan, représentée par son Maire, Monsieur Kevin LUCIANO, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....,

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n°en date du 5 juillet 2021,

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part.

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A. est, quant à elle, compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3 : Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

- a) Les coûts de mise en œuvre des FPS :

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulte faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2021, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS :

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2021 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A. au titre du FPS 2021, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4 : Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A. pour l'exercice 2021. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2021.

Article 5 : Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2021. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne,
Le

**Pour la Commune de Vallauris-Golfe Juan,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à la Mobilité et
aux Transports**

Kévin LUCIANO

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Q en Heure	Q %	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis)*	17 €	7 058,00	1	120 000,00 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - Agents PM	4				126 000,00 €
			1	0,00 €		Frais de personnel (Encadrement)	1		5,00%		3 100,00 €
FPS (abandonnés)			1	0,00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels	1		10,00%		6 200,00 €
						Frais de personnels (Encadrement)					0,00 €
						Frais postaux (ANTAI) : FPS					20 000,00 €
						Frais postaux (ANTAI) : RAPO					0,00 €
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV)					
						Contrat de maintenance					4 240,00 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)					2 455,00 €
						Frais de paramétrage gestion FPS					
TOT. RECETTES				120 000,00	TOT. DEPENSES						161 995,00
REVERSEMENT				-41 995,00							



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2021 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LOUBET

Entre

La Commune de Villeneuve-Loubet, représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....,

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 5 juillet 2021,

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part.

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A. est, quant à elle, compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3 : Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

a) Les coûts de mise en œuvre des FPS :

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulte faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2021, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS :

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2021 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A. au titre du FPS 2021, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4 : Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A. pour l'exercice 2021. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2021.

Article 5 : Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2021. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne,
Le

**Pour la Commune de
Villeneuve-Loubet,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à la Mobilité et
aux Transports**

Lionnel LUCA

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis)*	35	1 736,00	1	60 775,85	Collecte des FPS	Frais de personnel - ASVP				40 820,00 €
			1			Frais de personnel (Encadrement)				3 555,00 €
FPS (abandonnés)			1		Traitement des RAPO	Frais de personnels				4 530,00 €
						Frais de personnels (Encadrement)				7 255,00 €
						Frais postaux (ANTAI)				4 831,40 €
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV)				0,00 €
						Frais de personnel technique, petits travaux entretien				30 427,80 €
						Contrat de maintenance				17 142,76 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)				2 718,00 €
						Frais de paramétrage gestion FPS				
TOT. RECETTES				60 775,85	TOT. DEPENSES					111 279,96
REVERSEMENT				-50 504,11						0,00



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2021 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE SAINT PAUL DE VENCE

Entre

La Commune de Saint Paul de Vence, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre CAMILLA, dûment habilité à cet effet par la délibération n°du Conseil municipal en date du..... ,

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 5 juillet 2021,

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part.

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A. est, quant à elle, compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3 : Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

- a) Les coûts de mise en œuvre des FPS :

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulte faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2021, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS :

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2021 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A. au titre du FPS 2021, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4 : Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A. pour l'exercice 2021. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2021.

Article 5: Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2021. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne,
Le

**Pour la Commune de Saint Paul de Vence,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à la Mobilité et
aux Transports**

Jean-Pierre CAMILLA

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Q en Heure	Q %	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis)*	32	400,00	1	12 800,00 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - Agents PM	24,65	120,00			2 958,00 €
			1	0,00 €		Frais de personnel (Encadrement)	31,12	60,00			1 867,20 €
FPS (abandonnés)			1	0,00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels					0,00 €
						Frais de personnels (Encadrement)	31,12	30,00			933,60 €
						Frais postaux (ANTAI) : FPS	1,51	400,00			604,00 €
						Frais postaux (ANTAI) : RAPO	1,51	40,00			60,40 €
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV)					0,00 €
						Contrat de maintenance					2 900,00 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)					
						Frais de paramétrage gestion FPS					960,00 €
TOT. RECETTES				12 800,00	TOT. DEPENSES						10 283,20
REVERSEMENT				2 516,80							

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_158
Nature : DE - Deliberations
Objet : Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2021
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : I1vsdy7

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_158
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 8

99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_158-DE-1-1_9.PDF

N